



**En Partenariat avec le Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc,
l'Association des Régions du Maroc (ARM), l'Association Marocaine des
Présidents des Conseils Communaux (AMPCC) et l'Université Internationale
de Rabat (IUR)**



**Cités et Gouvernements Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et son Académie
Africaine des Collectivités Locales (ALGA)**



**Organisent le 1^{er} Forum des Managers Territoriaux et
des Instituts de Formation ciblant les Collectivités
Territoriales en Afrique**

Sur le Thème:

**« LES RESSOURCES HUMAINES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
AFRICAINES : LE TEMPS D'AGIR... C'EST MAINTENANT !!! »**

Royaume du Maroc, à l'IUR, du 18 au 20 Septembre 2017

« Ensemble pour une Afrique locale Performante »

AIDE MEMOIRE

CONTEXTE

Au niveau mondial, la Journée du 23 Juin a été décrétée par l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) comme étant la Journée des Nations Unies pour la Fonction Publique et ce, par sa Résolution A/RES/57/227, célébrant ainsi la valeur et le mérite des Services publics pour la communauté, la participation du Service Public dans le processus de développement, tout en reconnaissant le travail des agents publics et en encourageant la jeunesse à poursuivre une carrière dans le Secteur Public. L'AGNU reconnaît aussi que la démocratie et la gouvernance réussie sont construites sur la base d'un Service Public engagé, compétent, professionnel et intègre. Depuis la première Cérémonie de remise de Prix en 2003, les Nations Unies ont reçu et reconnu un nombre important d'initiatives et de projets réalisés par les institutions et les fonctionnaires publics, provenant du monde entier. L'AGNU a invité et encouragé aussi les États membres de l'ONU à organiser des événements spéciaux sur cette Journée pour mettre en évidence la contribution de la Fonction Publique dans le processus de développement.

Dans le même sillage, l'Union Africaine a adopté deux Instruments juridiques concernant à la fois le Service Public et la Décentralisation, à savoir :

- ***la Charte Africaine sur les Valeurs et les Principes du Service Public et de l'Administration (Addis-Abeba, Ethiopie, le 31 Janvier 2011)*** qui a pour objectifs de promouvoir les principes et les valeurs contenus dans la Charte, assurer des prestations de services innovantes et de qualité répondant aux besoins de tous les usagers, encourager les efforts des États membres en vue de la modernisation de l'Administration Publique et du renforcement des capacités pour l'amélioration des prestations du Service Public, encourager les citoyens et les usagers du Service Public à participer activement et effectivement aux processus administratifs, promouvoir les valeurs morales inhérentes aux activités des Agents du Service Public en vue d'assurer des prestations de Service transparentes, améliorer les conditions de travail des Agents du Service Public et assurer la protection de leurs droits, encourager l'harmonisation des politiques et des procédures relatives au Service Public et à l'Administration Publique entre les États membres en vue de promouvoir l'intégration régionale et continentale, promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que l'égalité dans le Service Public et dans l'Administration publique, renforcer la coopération entre les États membres, les Communautés Economiques Régionales et la Communauté Internationale en vue de l'amélioration du Service Public et de l'Administration publique,

encourager l'échange d'expérience et de bonnes pratiques en vue de constituer une base de données entre les États membres. Ces objectifs mettent l'accent sur le rôle crucial de la Fonction Publique dans le développement socio-politico-économique de chaque pays: une grande raison pour célébrer la Journée de la Fonction Publique, surtout au niveau des Collectivités Territoriales Africaines ;

- ***la Charte Africaine sur les Valeurs et Principes de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale et du Développement Local (Malabo, Guinée Equatoriale, le 27 Juin 2014)*** qui repose sur les valeurs fondamentales de la participation communautaire et l'inclusivité, la solidarité, le respect des droits de l'homme et des peuples, la diversité et la tolérance, la justice, l'égalité et l'équité, l'intégrité, la responsabilité civique, la citoyenneté, la transparence et l'obligation de rendre compte ainsi que la réceptivité, retient comme objectifs :
 1. Promouvoir, protéger et stimuler la Décentralisation, la Gouvernance Locale et le Développement local en Afrique;
 2. Promouvoir et soutenir la Gouvernance locale et la Démocratie locale comme piliers de la Décentralisation en Afrique;
 3. Promouvoir la mobilisation des ressources et le développement économique local pour éradiquer la pauvreté en Afrique;
 4. Promouvoir une compréhension commune et une vision partagée par les États membres des questions de Décentralisation, de Gouvernance Locale et du Développement Local;
 5. Promouvoir les valeurs et les principes fondamentaux de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale et du Développement Local;
 6. Guider l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de Décentralisation, de Gouvernance Locale et de Développement Local aux niveaux continental, régional, national et sous-national;
 7. Encourager la coordination, l'harmonisation et le partage effectifs de connaissances relatives à la Décentralisation, à la Gouvernance Locale et au Développement Local dans les États membres, et entre les Communautés Economiques Régionales;
 8. Promouvoir l'association et la coopération entre les Gouvernements locaux aux niveaux local, national, régional et continental;
 9. Promouvoir la participation de la Société Civile, du Secteur Privé et de la population aux initiatives de Décentralisation, de Gouvernance Locale et de Développement local.

Par ailleurs, et partant des résultats mitigés des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), depuis 2015, le contexte géopolitique de la Décentralisation et des Collectivités Territoriales est marqué, interpellé et impacté par l'adoption de plusieurs nouveaux Agendas mondiaux, notamment :

- L'Agenda 2030 en vue de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), New York, Septembre 2015;
- L'Accord de Paris sur le Climat, Paris, Décembre 2015 ;
- Le Nouvel Agenda Urbain, Quito, Octobre 2016 ;
- Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, Sendai, Mars 2015 ;
- L'Agenda d'action d'Addis-Abeba pour le financement du développement, Addis-Abeba, juillet 2015.

La Communauté Internationale reconnaît que la plupart de ces engagements et objectifs ne seront pas réalisés et ne sont pas réalisables, sans une implication forte et agissante des autorités locales, car c'est au niveau des territoires, là où vivent les populations, que la bataille pour le développement durable, contre le réchauffement climatique et pour des villes et établissements humains plus inclusives, sûres, durables et résilientes sera gagnée ou perdue. D'où l'appel lancé par la Communauté internationale aux gouvernements locaux et régionaux (GLR) afin qu'ils jouent un plus grand rôle dans la mise en œuvre des ODD, notamment à travers leur « localisation ».

Autant de défis et de chantiers prometteurs auxquels doivent faire face non seulement les Institutions (Etats, Collectivités Territoriales, Secteur privé, composantes de la Société civile), mais surtout les Elus Locaux et les Managers territoriaux en Afrique, comme partout ailleurs dans le monde.

Les ressources humaines, longtemps considérées comme un coût à supporter par les Administrations Publiques en Afrique, sont aujourd'hui perçues comme un véritable investissement qui doit être continuellement amélioré, dynamisé, formé et motivé, afin de permettre collectivement d'en tirer le meilleur parti. Il existe aussi une conviction que les efforts pour moderniser les États africains ne peuvent réussir que si ces Etats disposent d'une Administration Publique et d'une Fonction Publique solides, tant au niveau central que local, conçues pour répondre aux nouveaux défis du développement économique, social et environnemental.

De même, dans le cadre des réformes politiques et institutionnelles entreprises à ce jour, tant au niveau national, central, régional que local, les Administrations publiques africaines sont désormais tenues de fournir des services aux populations et aux communautés qui deviennent de plus en plus exigeantes et de plus en plus informées sur leurs droits et obligations. Le développement des libertés publiques et le dynamisme de la vie politique et associative sont des facteurs qui favorisent et incitent au renouveau des Administrations Publiques particulièrement au niveau régional et local.

Les appels pour la mise en place d'un Service Public efficace sont en augmentation surtout en Afrique. Les politiques économiques, qui sont désormais adoptées par la plupart des Pays Africains, tendent vers une plus grande ouverture et un libre échange, ce qui signifie que d'autres modalités doivent être élaborées pour l'intervention de l'Etat en matière économique et pour l'adoption d'une approche plus dynamique pour attirer et soutenir les entreprises ainsi que les investissements publics et privés. Dans de nombreux domaines, le rôle et la mission de l'Administration Publique doivent encore être définis. Les Administrations Publiques sont également confrontées à la question de déterminer leur contribution à la résolution des problèmes sociaux dans des domaines, tels que l'emploi, la santé, l'éducation, le logement et les loisirs, face à un mouvement d'urbanisation galopante en Afrique, et face à la rareté des ressources.

Dans tous ces domaines, l'on s'attend à ce l'Administration Publique soit novatrice, ouverte, inclusive, améliorant la qualité des Services fournis, développe et améliore les compétences de ses ressources humaines, améliore la gestion de ses rouages et procédures administratifs, afin de mieux répondre aux aspirations, attentes, besoins et exigences des populations et des territoires.

Les conclusions et les recommandations formulées lors des nombreuses conférences et réunions internationales, notamment les différentes Editions du Sommet AFRICITES, montrent l'importance croissante que les États africains accordent au développement d'une administration publique moderne, viable, moins coûteuse et gérée par un personnel qualifié. Ce qui est attendu de la Fonction Publique en Afrique, c'est qu'elle devienne une institution dynamique et flexible, qui inspire le respect et la confiance, qui est crédible aux yeux de ses usagers, qui répond aux besoins des populations, appuie et contribue à l'élaboration de politiques gouvernementales efficaces, efficientes, cohérentes et inclusives. Les actions nécessaires dans ce domaine doivent découler d'une compréhension claire des nouveaux défis auxquels sont confrontés les États africains et les Gouvernements locaux.

Beaucoup d'études, d'experts et d'Administrateurs publics ont pointé du doigt ce qui ne marche pas et ce qu'il faut faire pour améliorer l'Administration Publique en Afrique, y compris au niveau local. Les diverses recommandations comprennent la stabilisation ou la réduction de la masse salariale, la réorganisation des ministères, la déconcentration administrative et territoriale, le renforcement des instruments de planification économique, l'amélioration des systèmes de contrôle des dépenses, les réformes de la gestion fiscale, la gestion de la dette extérieure, la formation et le renforcement des capacités du personnel, etc. Toutefois, rares sont les études ou les rapports qui ont analysé, de manière approfondie, la gestion des ressources humaines au niveau des Collectivités Territoriales Africaines, en termes de perception, de statut, de recrutement, de gestion de carrière, de motivations, de formation, de renforcement des capacités, de développement des compétences, de mobilité, de gestion des conflits, de dialogue social, etc....¹. La gestion des ressources humaines au niveau local, le Capital Humain Local ressortent comme « **le parent pauvre** » des réformes intéressant la modernisation de l'Administration Publique Locale Africaine.

De même, si plusieurs initiatives ont vu le jour en Afrique au cours de ces dernières décennies, tendant à créer des dispositifs d'apprentissage, d'éducation, de formation et de renforcement des capacités ciblant les Collectivités Territoriales Africaines, rares sont les études ou les opportunités permettant de voir dans quelle mesure de tels Dispositifs répondent aux normes d'excellence et de qualité, tout comme sont rares les opportunités de fédérer les efforts, de créer des synergies ou de promouvoir des partenariats.

Dans la Vision Stratégique de CGLU Afrique et les Priorités de cette Organisation, on retient notamment la Priorité 3 portant sur « **le Développement du Capital Humain, le Renforcement des Capacités et l'Echange Intellectuel** ».

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cette Priorité, à la demande des Elus Locaux Africains, que CGLU-Afrique lors du Sommet AFRICITES de 2009 tenu à Marrakech, et sur la base d'une initiative Marocaine, que CGLU-Afrique a créé une Académie Africaine des Collectivités Locales (selon son acronyme anglais African Local Governments Academy (ALGA) en tant que levier stratégique et fer de lance de cette Organisation Panafricaine pour l'investissement dans le Capital Humain Local, pour la promotion de la Professionnalisation et la Performance au niveau des Collectivités Territoriales Africaines et ce, à travers les quatre Orientations Stratégiques suivantes :

¹ Cf. Rapport édité par CGLU-Afrique sur l'Environnement Institutionnel des Collectivités Locales en Afrique, en partenariat avec Cities Alliance, 2^{ème} Edition, 2015 ; Cities Alliance, Richard Slater, Human Resources Capacity Benchmarking : A preliminary Toolkit for planning and management of Cities in Africa, 12 August 2016.

1. Développer et ancrer une Approche Qualité dans le Système d'Education, de Formation et de Renforcement des Capacités ciblant les Collectivités Territoriales Africaines ;
2. Concevoir et promouvoir une Offre de Formation et de Renforcement des Capacités pour développer le Leadership politique local, les métiers et les supports de ces entités ;
3. Construire un modèle économique équilibré du financement d'ALGA ;
4. Développer une Gestion Axée sur les Résultats.

Dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de la Fonction Publique de 2017, en vue de sensibiliser sur les enjeux et le contenu de la Charte Africaine sur la décentralisation, et en vue de motiver, célébrer et de booster le Capital Humain Local particulièrement par l'apprentissage, la formation, le renforcement des capacités et la mise en réseau, que CGLU-Afrique, à travers ALGA, organise pour la première fois le Forum Africain rassemblant les Managers Territoriaux et les Instituts de Formation et de renforcement des capacités ciblant les Collectivités Territoriales Africaines.

LE THÈME DE LA CÉLÉBRATION ET DU FORUM

Le Thème général de ce Forum est : « Les Ressources Humaines des Collectivités Territoriales Africaines : le Temps d'agir...c'est maintenant !!!! ».

OBJECTIF GENERAL

L'événement sera l'occasion de mettre en exergue les enjeux et les défis d'une Gestion moderne des Ressources Humaines au niveau Local et comment les Réseaux Professionnels des Managers Territoriaux ainsi que les Instituts de Formation peuvent contribuer à renforcer les processus de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale et du Développement Local en Afrique.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Informer et partager avec les Départements Ministériels en charge de la Décentralisation, les Associations Nationales des Autorités Locales, les Elus Locaux, les Managers Territoriaux et les Instituts de formation, les Organisations Internationales et les Partenaires au Développement, sur les défis du nouveau contexte géopolitique actuel de la Décentralisation en Afrique, et sensibiliser et encourager la réflexion sur les défis croissants liés à la promotion de la bonne gouvernance au niveau local ;

- Partager les bonnes pratiques existantes dans le monde en matière de gestion des ressources humaines, de formation, de renforcement des capacités et de développement des compétences ;
- Partager les bonnes pratiques en matière de Réseaux Professionnels des Collectivités Territoriales, développer l'échange d'informations, partager les expériences professionnelles, contribuer à valoriser les rôles et les fonctions des Autorités Locales, et partant contribuer à l'Unité Africaine ;
- Partager avec les des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales les Standards d'Excellence en matière de formation ;
- Initier la création de la Rencontre annuelle des Managers Territoriaux Africains le 27 Juin de chaque année ; date de l'adoption de la Charte Africaine sur les Valeurs et Principes de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale et du Développement Local et en marge de la Célébration de la Journée Mondiale de la Fonction Publique ;
- Initier la création du 1^{er} Réseau africain des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales ;
- Partager les progrès réalisés dans l'opérationnalisation d'ALGA ;
- Célébrer et motiver les Managers Territoriaux Africains.

DATE ET LIEU

L'Université Internationale de Rabat (IUR)

L'événement aura lieu du 18 au 20 Septembre 2017.

ORGANISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Le Forum sera organisé autour des activités suivantes :

- 1- Une Séance d'ouverture Officielle du Forum ;
- 2- Deux (2) Sessions Plénières sur le nouveau contexte géopolitique de la Décentralisation en Afrique, sur les défis du 21^{ème} siècle en matière de GRH, les standards de l'excellence en matière de formation et de renforcement des capacités ainsi que sur la pertinence de la mise en réseau entre professionnels locaux ;
- 3- Des Ateliers pour présenter et partager des études de cas par pays et mettre en lumière les meilleures pratiques dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de la formation et du développement des compétences, et de l'optimisation de la mise en réseau ;

- 4- La présentation et la validation des progrès réalisés dans l'opérationnalisation d'ALGA.

LES PARTENAIRES (TBC)

- CGLU-Afrique
- Les Autorités Marocaines
- L'Association des Régions du Maroc ;
- L'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC)
- L'Université Internationale de Rabat (TBC)
- Le CAFRAD
- CGLU
- L'Union Européenne
- L'ISESCO (TBC) ;
- ONU-UNDESA (TBC) ;
- La Maison de l'Elu de la Région de Marrakech-Safi
- Les Organisations Internationales
- Partenaires au Développement.

PARTICIPANT(E)S ATTENDUS

- Les Membres de CGLU-Afrique (Associations Nationales des Autorités Locales et représentants de Villes membres) ;
- Les Secrétaires Permanents des Associations Nationales des Autorités Locales ;
- Représentants des Gouvernements Africains et du Corps Diplomatique ;
- Représentants des Organisations Internationales et Continentales ;
- Les Réseaux des Professionnels de CGLU-Afrique (REFELA, MAGNET, FINNET ET TECHNET) ;
- Les Présidents et les Directeurs des Instituts de Formation ;
- Les Réseaux des Professionnels Territoriaux étrangers ;
- Les représentants du Secteur Privé, de la Société civile, et des Médias.

LANGUES DE TRAVAIL

Les langues de travail seront l'Anglais, l'Arabe et le Français.

INSCRIPTION ET PARTICIPATION

Tous les participants devraient s'inscrire en ligne:

Http: [//www.uclgafrica](http://www.uclgafrica)

HÉBERGEMENT

Des informations complètes sur les hôtels recommandés seront affichées sur le Portail de CGLU-Afrique et transmis aux participants.

GESTION DE L'ÉVÉNEMENT

Pour plus d'informations sur l'événement, veuillez vous adresser à:

Académie Africaine des Collectivités Locales-ALGA:

Dr Najat Zarrouk

Directrice d'ALGA

Email : najat_zarrouk@yahoo.fr

Melle Wafae Boumaaz

wafaeboumaaz@hotmail.com

Assistante de la Directrice d'ALGA

Adresse: CGLU-Afrique, 22 rue Essaadyine, Quartier Hassan, CP 10020, Rabat, Maroc.

Contacts:

Tél: +212 537 26 00 62

+212 537 26 00 63

Fax: +212 537 26 00 60

Email: info@uclga.org

www.afriquelocale.org

www.localafrica.org

Twitter: @UCLGAfrica

Facebook: CGLU Afrique-UCLG Africa